

LE SOMMET FRANCO-AFRICAIN DE BIARRITZ... UN SOMMET NÉO-COLONIALISTE LA FRANCE FACE A LA « PAX AMERICANA »

Il y a quatre ans, à La Baule, François Mitterrand pointait du doigt la nécessité pour les Etats africains de se démocratiser s'ils désiraient continuer à recevoir l'aide française : avertissement de pure forme bien évidemment. Il y a deux ans, à Libreville, c'était au tour de Pierre Bérégovoy de s'exhiber aux côtés du si démocrate Omar Bongo... Et dans quelques jours, ce sera au tour de Mitterrand (de Balladur ?) de

venir faire la causette à Biarritz, de célébrer une nouvelle fois les liens indéfectibles unissant la « France républicaine et civilisatrice » à l'Afrique. Mais ce sommet est d'importance car ce sera le premier d'une droite revenue aux affaires et le premier depuis la dévaluation du franc CFA de janvier 1994, le tout avec en tête la « croisade humanitaire » rwandaise de sinistre mémoire.

UN PRÉ CARRÉ à la dérive — C'est une lapalissade de déclarer que l'Afrique va mal. L'éclatement du bloc de l'Est, l'émergence des « dragons » asiatiques (Taïwan, Corée du Sud, Singapour et Hong-Kong), celle conjointe de certains pays latino-américains font que de plus en plus de regards « occidentaux » se détournent de l'Afrique pour concentrer leur attention et leurs investissements sur ces terres en expansion ou porteuses de marchés juteux. L'Afrique va mal et apparaît donc délaissée.

La plupart des pays africains francophones sont proches de la faillite. Il y a bien sûr ceux que l'on appelle les pays les moins avancés (comme le Burkina-Faso) : ceux-ci apparaissent tellement déconnectés du marché mondial, n'ont si peu à offrir, qu'il semble difficile d'imaginer leur décollage, leur industrialisation, dans les années à venir. Mais ceux que l'on disait être sur la voie de l'expansion économique, ceux qui, sur le marché mondial, avaient quelque chose à vendre (cacao, café, pétrole), ne se portent pas mieux. Pourquoi ? Parce qu'ils subissent de plein fouet la concurrence de

certains pays du sud-est asiatique (Malaisie, Indonésie) sur des marchés déjà encombrés. Durant des années, les Etats « occidentaux » les ont poussés à produire toujours davantage : en trente ans, la Côte-d'Ivoire a multiplié sa production et ses exportations de cacao par sept. Or tout le monde sait qu'une économie basée sur l'exportation de produits primaires est vouée, à moyen terme, à la stagnation... De fait, les économies africaines sont restées dominées par l'économie de plantation ou l'économie minière.

A cette situation économique catastrophique, s'ajoute une situation politique instable dans la plupart des bastions du pré carré. Prenons les cas de trois d'entre eux : le Sénégal et la Côte-d'Ivoire d'un côté, le Togo de l'autre.

Les deux premiers sont toujours apparus comme les bons élèves du pré carré, ceux dont Amnesty International n'avait pas à se plaindre le plus. Mais le décès de Houphouët-Boigny est arrivé au mauvais moment pour le gouvernement français. Un peu dépassé par les événements qui secouent le continent africain, il navigue à vue, entre le soutien aux dictateurs (Eyadema, Bongo) et celui aux opposants. Or, toute sa politique repose sur la stabilité politique et économique, qui a valeur d'exemple, du Sénégal et de la Côte-d'Ivoire. Mais le Sénégal d'Abdou Diouf subit lui aussi une double crise : économique, avec des plans d'ajustement structurel qui se succèdent et qui ne font que précariser davantage les populations urbaines et rurales ; politique, car les rapports sont de plus en plus conflictuels entre le Parti socialiste,



13^e sommet franco-africain à Lomé (Togo) en 1986 : François Mitterrand est entouré des présidents zairois Mobutu (à gauche) et togolais Eyadema, deux « démocrates » amis de la France. Photo AFP.

LA CORRUPTION POLITICO-FINANCIÈRE EN FRANCE

Scandales et affaires...

Les scandales à répétition qui envahissent notre quotidien appellent de notre part une analyse de la situation et nous conduisent à définir clairement notre position dans ce contexte.

Quatre séries de questions se posent d'emblée à tout esprit désireux de se faire une opinion sérieuse et objective sur le problème.

- La première concerne l'historicité des scandales politiques et financiers.
- La seconde introduit une définition « spatiale » du phénomène. Est-il

limité à notre Hexagone ou non ? Est-il limité aux seuls pays dit développés ?

- La troisième pose la véritable problématique qui puisse surgir d'une étude objective du problème. Les scandales représentent-ils un dérèglement du système libéral et démocratique bourgeois (le fait des hommes) ou bien sont-ils inhérents au fonctionnement du système lui-même (le fait des institutions et des structures) ?

- La quatrième aborde les sphères

de la pratique et de l'éthique. En effet, doit-on dénoncer les scandales ? Et, si oui, quelles doivent être les précautions d'usage ?

De l'histoire de quelques scandales... ou des scandales dans l'histoire — Pour nous en tenir à la seule histoire contemporaine, et sans entrer dans le détail, il nous semble nécessaire de signaler que de tout temps les scandales ont mêlé milieux financier et politique.

(suite p. 8)

PAYS BASQUE

Manifestation Bayonne - Biarritz
samedi 5 novembre
(départ : 15 h, carrefour St-Léon)
contre le sommet franco-africain

T 2137 - 973 - 10,00 F



(suite p. 4)

BIOGRAPHIES D'ANARCHISTES IBÉRIQUES

Humains et idées sans patrie

UN DES SENTIMENTS qui m'a le plus marqué, lorsque j'ai pris contact, pour la première fois, avec les idées anarchistes, c'était celui d'universalité. J'étais heureux de voir qu'un humain équivalait à un autre humain, indépendamment de sa couleur, de son sexe, de sa formation (manuelle ou intellectuelle), de son pays d'origine. Citoyens du monde, les libertaires m'ont impressionné par leur solidarité qui dépassait les frontières conventionnelles. Dans cette optique, je suis entré en contact avec Sebastiao de Almeida, né en 1908, dans la région de Barreiro et mort, au Portugal, dans la ville d'Almada en 1993.

Très jeune, il rejoignit la lutte des classes, lut la presse anarcho-syndicaliste qui existait alors au Portugal, jusqu'en 1926. Il reçut la nouvelle de la Révolution russe, en février 1917, avec enthousiasme. Plus tard, il apprit la nouvelle du coup d'Etat de Lénine, en octobre, et suivit, les années suivantes, les débats concer-

nant l'adhésion ou non de la CGT (Confederação Geral do Trabalho) à la III^e Internationale (ayant son siège à Moscou).

Il participa aux grèves, congrès, fut arrêté une fois, mais réussit à n'être jamais déporté dans les îles, comme cela arriva à d'autres anarcho-syndicalistes.

Il lut beaucoup les journaux acrates et resta lié au groupe qui participa au congrès ouvrier d'Evora (avec la présence de Portugais et d'Espagnols) en 1923, où, pour la première fois, apparut une proposition concrète pour associer les deux mouvements (du Portugal et d'Espagne). Manuel Joaquim de Sousa présenta un projet pour la formation de la Fédération anarchiste ibérique (FAI), et il eut, pour cela, le soutien du militant hispano-brésilien Manuel Peres Fernandes, alors exilé à Lisbonne.

Pendant les quarante-huit années de la dictature de Salazar, au Portugal, Sebastiao de Almeida aida

à faire le journal *A Batalha* clandestinement, à le diffuser, avec des extraits en langue espagnole, italienne et française : à aucun moment, je n'ai perçu quelque trace ou attitude qui fasse penser à du patriotisme (une maladie qui croît et affecte également beaucoup d'anarchistes). Durant la Révolution espagnole, il participa, avec d'autres, à saboter l'aide du régime portugais aux troupes de Franco.

Avec la libération du Portugal des griffes du fascisme, Sebastiao de Almeida avec Francisco Quintal, Jorge Quaresma, José Correia Pires, parmi d'autres anarchistes, commencèrent à publier le journal *Voz Anarquista*, dans la ville d'Almada (au même moment était publié *A Batalha*, à Lisbonne). Des textes et informations de la presse libertaire internationale étaient publiés dans chaque numéro. Pour ces militants, la philosophie anarchiste n'avait pas de frontières, elle était universelle. Quelle que soit la langue, dans laquelle l'anarchisme s'exprimait, il ne perdait pas son identité.

Au Brésil, j'ai fait la connaissance de José Augusto, né le 5 mai 1903, à Huesca (Espagne). Encore adolescent, il partit travailler à Barcelone et rejoignit la CNT, puis, alors que s'approchait la date du service militaire, il s'enfuit en France. Là, il se regroupa avec les autres réfugiés ; eut l'opportunité de lire de nombreux livres anarchistes, fit partie du groupe Spartacus et assista à des conférences de Sébastien Faure, Charles-Auguste Bontemps, Han Ryner, Emile

**La Confédération générale du travail d'Espagne (CGT)
la Confédération italienne de base — Unicobas d'Italie
l'Organisation centrale des travailleurs de Suède (SAC)
le Syndicat des correcteurs CGT
l'Union régionale CNT du Nord/Pas-de-Calais
vous prient cordialement d'assister à la réunion-débat
qu'ils organisent
le SAMEDI 5 NOVEMBRE 1994
à 13 h 30 précises
à la BOURSE DU TRAVAIL de PARIS
67, rue de Turbigo (M^o Arts-et-Métiers)
3^e arrondissement**

**« Pour une coordination européenne
des luttes contre l'exclusion sociale »**

*Avec la participation d'un représentant de chacun
des syndicats organisateurs et d'un militant d'AC!
(Agir ensemble contre le chômage !) de la région Nord.*

**RADIO LIBERTAIRE (89.4)
du 7 au 13 novembre**

« Semaine spéciale contre Big Brother »

- **Lundi 7 novembre, « Les Chroniques syndicales » (18 h - 19 h 30) : la surveillance du salarié dans l'entreprise.**
- **Mardi 8 novembre, « Histoires courtes » (14 h 30 - 16 h) : extraits de 1984 de G. Orwell.**
- **Emission spéciale avec l'Observatoire international des prisons et l'Observatoire des libertés publiques (avec Maurice Rajsfus) (19 h 30 - 20 h 30).**
- **Mercredi 9 novembre, « Femmes Libres » (18 h 30 - 20 h 30) : les femmes face au militarisme (à partir de l'exemple yougoslave).**

Armand, André Colomer, Pedro Orobon Fernandez et participa au groupe qui publiait la revue *Procréation consciente*.

En 1934, il retourna en Espagne clandestinement et fut fait prisonnier, alors qu'il mettait sous enveloppe la brochure *Pages pour l'histoire*, conjointement avec

Ruiz et d'autres nés en Espagne, puis exilés au Mexique. Campio Carpio, Fernando Quesada, Luiz Danussi, réfugiés en Argentine ; Luis Aldao, Romero, en Uruguay ; Castro Moscu, à Cuba (avant l'arrivée de Castro) ; Victor Garcia, au Venezuela ; José Peirats et Federica Montseny exilés en France, et qui ouvrirent toujours leur presse aux nouvelles et articles envoyés du Brésil. Beaucoup d'autres, que nous ne citons pas ici, et qui, sans perdre leurs racines, ne furent pas atteints par le virus nationaliste. Pour eux, un anarchiste était un compagnon, d'où qu'il soit, quelles que soient sa langue, sa culture, sa profession...

Aussi, je ne comprends pas et je n'accepte pas les anarchistes patriotes. ♦

**EDGAR RODRIGUES
(Brésil)**

**« ...je ne comprends pas
et je n'accepte pas
les anarchistes
patriotes. »**

Ildefonso Gonzalez et Valeriano Luis Simon. En prison, il fit la connaissance de Liberto Calejas, directeur de *Solidaridad Obrera*.

Après avoir participé à la Révolution espagnole de 1936 à 1939, il dut se réfugier en France avec des centaines de milliers de révolutionnaires et de gens qui fuyaient le garrot.

En 1951, il partit pour le Brésil, s'installant à Porto Alegre, Rio Grande do Sul. Il milita avec les Espagnols exilés : Juan Puig Elias, José Pojol et l'hispano-brésilien Rafael Fernandes, aidant à la publication de livres, de journaux et participa à des congrès, où je l'ai rencontré.

En plus de leurs activités de soutien au mouvement brésilien, ils lancèrent le journal *O Protesto*, en pleine distature (1964-1985), et José Augusto fonda, avec d'autres, *l'Editorial Proa*. A part certains militants espagnols et français, tous les autres militants présents rejoignirent le mouvement anarchiste brésilien.

Je me souviens très bien, également, d'anarchistes comme Marcos Alcon, Severino Campos, B. Cano

**PARIS
EXPOSITION ARTISTIQUE
VENTE DE SOUTIEN
POUR LA LIBRAIRIE
DU MONDE LIBERTAIRE**

Anne Pontet, François Bhavsar, Reinaldo, Valérie Tenéze, Laurent Zunino, Bernard Thomas-Roudeix, Julien Blaine, André Robèr, Gabriel Szezan, André Bernard, Daniel Livartowski, Geneviève Beauzée, Denis Pouppeville, Jean Dassonval, Nicole Crestou, Serge Kleirving, Chari Goyeneche, Didier Chenu.

Librairie du Monde Libertaire
145, rue Amelot (M^o Oberkampf)
75011 Paris

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris

Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

SNCF

Changement de mains changement de vilain !

Le 6 octobre dernier, M. Bergougnoux, actuel président de la SNCF tout frais sorti d'EDF, s'adressait aux personnels des chemins de fer, par le truchement de l'écran vidéo, pour leur dresser le bilan et tracer les perspectives de « leur » entreprise. Sur fond de crise énorme (7,7 milliards de déficit et presque 140 milliards de dettes) et de réduction forcée des effectifs depuis dix ans — ce qui inquiète naturellement les salariés de base de l'entreprise —, la direction, qui est nommée par l'Etat, entend de réaliser un changement de mentalité propre à assurer la réussite d'un autre mode de gestion des transports, en particulier ferroviaires.

Et il n'y est pas allé de main morte « notre » président : une petite claque à son prédécesseur avec la critique féroce de la politique entreprise jusque-là, notamment la mise en place du système de réservation Socarte, qualifié définitivement d'inadéquat aux besoins de l'entreprise (avec presque 10 milliards de coût final, il était temps de s'en apercevoir !). Et ça ne s'est pas arrêté là : image déplorable de la SNCF auprès de tous ses « clients », terme que le sieur Bergougnoux se félicite d'avoir imposé à EDF. Remarquons qu'à cette occasion nous avons appris que les « clients » voyageurs étaient représentés par leurs élus, cqfd : il vaut mieux négocier avec ce type de citoyens qui sont toujours prêts à trouver des arrangements tout ce qu'il y a de convenable qu'avec l'ensemble des usagers qui préfèrent des investissements plutôt utiles que rentables. Toujours plus, il s'est permis, le camarade président, une méchante baffa à l'Europe, « à Bruxelles », a-t-il dit, à propos de la directive imposant le démantèlement des entreprises publiques. Il ne sera pas le président de la partition, a-t-il affirmé. Mais un peu de cohérence lui aurait fait expliquer pourquoi il a créé une direction des infrastructures, ce qui va dans le sens de la directive européenne qui parle bien de séparer les infrastructures et leur exploitation.

En somme, tout cela ne pouvait que plaire à des cheminots qui, pour la plupart, ont été élevés dans l'amour de cette « grande famille » que veut être le chemin de fer. Et dans ces conditions, c'est peu dire que le nouveau PDG (et

derrière lui toute la direction de l'entreprise et surtout l'Etat qui le nomme) a usé de démagogie. Les cheminots sont attachés à une vision de la SNCF très « trente glorieuses », fordiste : une entreprise d'Etat au service des capitalistes et de la croissance nationale dans un environnement économique et social stable. Ils ne pouvaient donc qu'être satisfaits, dans leur ensemble, par cette critique du libéralisme à la Bruxelles ou à la Socrate, même si dans les faits les actions changent peu et qu'il faudra donc bien se satisfaire de mots.

Car il faut bien se rendre à l'évidence, le fordisme a un coup dans l'aile, et les « trente glorieuses » sont loin (et ce ne sont pas les anarchistes qui les pleureront !). On peut donc raisonnablement penser que la direction de la SNCF se dirige vers autre chose qu'un retour aux anciens types d'exploitation. C'est d'ailleurs de cela, essentiellement, dont on voulait nous parler le 6 octobre, et toute la démagogie qui précédait n'était qu'une mise en condition. « Il nous faut gagner de nouvelles parts de marché », « Il faut gagner en productivité par l'amélioration de la qualité », « L'Etat accompagnera nos efforts si nous réussissons... ». Tout y est, il me semble : les parts de marché à gagner comme dans toute bonne entreprise qui « se bat sur le terrain de la concurrence », les gains de productivité par augmentation de la qualité, ce qui n'a rien d'original, car dans toutes les boîtes qui ont beaucoup investi ces dernières années en capital, et notamment dans la technologie, l'effort se porte maintenant sur le zéro défaut. Et M. Bergougnoux l'a rappelé : les trains sont de plus en plus en retard et les marchandises pas vraiment livrées à l'heure. Au passage, on notera un petit coup de démagogie envers une population de salariés très attachée à ce que le train « fasse l'horaire » et tout de même assez réticente aux nouvelles techniques. On pourrait vraiment croire que c'est de l'auto-flagellation de la part de la direction, mais rassurons-nous, les salariés seuls fourniront les efforts. « On » compte d'ailleurs sur eux seulement pour cela, et l'ultime menace est l'obligation de résultat si on veut que « l'Etat soit au rendez-vous ». Traduisez : sinon, ce sera de nouveaux

dégraissages et la fin des derniers acquis, comme l'impossibilité de licenciement économique. Ajoutons, quand même, que ça ne laisse personne indifférent à notre époque.

Pour en revenir à la promesse démagogique de conserver l'unicité de l'entreprise, on peut facilement affirmer qu'elle était prévisible dans la mesure où il aurait été surprenant que l'Etat se sépare d'un tel outil de sa politique, en particulier économique. Un outil qui lui permet de satisfaire les besoins de la bourgeoisie, d'imposer sa technologie et de la vendre, en particulier en Europe où le territoire français est central et donc passage obligé, les frais d'équipement restant donc à la charge des autres Etats. Ajoutons qu'accessoirement il y place les futurs pontes sortis des grandes écoles, qui y apprennent leur métier de dirigeants.

Enfin, il faut vraiment se poser la question de savoir pour qui et pour quoi faire des efforts ! Quel part de revenus supplémentaire les salariés des transports — la SNCF contrôle également plus de 80% du fret routier en France (1) — vont-ils en tirer ? Est-ce que les investissements dans la grande vitesse satisferont tout le monde, et est-ce qu'il ne faudrait pas, en complément, réaliser des dessertes qui satisfassent les besoins de tous les usagers (actuels et potentiels) ? Quoi qu'il en soit, il est grand temps que les usagers et les salariés des transports ferroviaires trouvent un terrain d'entente et imposent leurs revendications à des élus et à une direction SNCF qui trouvent des arrangements laissant bien des besoins insatisfaits. Nous pouvons prétendre à des transports confortables tant au point de vue du matériel que de la couverture géographique ! ♦

LAURENT MARTIN
(liaison FA de la Maurienne - Savoie)

(1) La SNCF possède des entreprises de transport routier comme Bourgey-Montreuil, Calberson, Sceta, Avis... Entreprises qui, elles-mêmes, affrètent auprès de petits transporteurs (notamment !), contribuant ainsi à faire le prix de la tonne au kilomètre autour de 6 F alors qu'il est fixé officiellement, à Bruxelles, à plus de 8 F, ce qui met sur la paille pas mal de petits routiers et aussi les salariés des grandes boîtes, et donc détériore leurs conditions de vie.

L'Atelier de Création libertaire à la librairie du Monde Libertaire
TROIS FORUMS
Samedi 5 novembre - 16 h 30
CLAIRE AUZIAS pour son livre « La compagnie des Roms »
Samedi 12 novembre - 16 h 30... l'ACL rencontre ses lecteurs
Samedi 26 novembre - 18 h
DANIEL COLSON et JACQUES TOUBLET autour de l'ouvrage collectif « Anarcho-syndicalisme et anarchisme »

RENDEZ-VOUS

CLERMONT-FERRAND

On joint le groupe Spartacus de la FA à l'Aténéo, 8, rue de l'Ange, 63000 Clermont-Ferrand.

CHERBOURG/OCTEVILLE

Le groupe de Cherbourg organise une réunion publique le vendredi 4 novembre à 20 h 30, au Foyer Jacques-Prévvert d'Octeville. Cette réunion aura pour thème : « L'Ecole libertaire Bonaventure ». Le débat sera animé par Thyde Rosell et José Da Costa.

DIJON

« La démocratie blindée... une arme contre les luttes sociales », tel sera le thème de la conférence-débat organisée par le groupe FA de Dijon, le samedi 5 novembre, à 21 h, en son local du 61, rue Jeannin.

DUNKERQUE

A l'initiative du groupe Humeurs Noires (FA) et de l'association « Aktion » de Lille, une réunion-débat en soutien aux six antifascistes berlinois en procès actuellement (cf. ML n° 972), avec un militant allemand de l'Antifa Infoblatt, aura lieu, le lundi 7 novembre, à 20 h, à « La Péniche », quai aux Bois (derrière la gare), à Dunkerque.

GRENOBLE

Le groupe Jules-Vallès de la FA vous invite à une conférence-débat au sujet des « lois sécuritaires de Charles Pasqua », le vendredi 4 novembre, à 20 h (accueil dès 19 h 30), au 102, rue d'Alembert. La conférence sera animée par le groupe Jules-Vallès et des militants des groupes Kronstadt et Déjacque de Lyon.

LILLE

Le groupe Humeurs Noires organise un rassemblement antimilitariste à la mémoire des insoumis et déserteurs fusillés durant 14-18, le 10 novembre, à 18 h, place Rihour, à Lille.

LYON

A La Plume Noire (19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon), vidéo-débat le samedi 5 novembre à 15 h et conférence dans le cadre du « Café libertaire », le jeudi 10 novembre, à 21 h, sur le thème : « Qu'est-ce que l'anarchie ? » (présentation des idées et pratiques anarchistes par des militants FA).

MORBIHAN (56)

La FA s'organise petit à petit dans ce département. Après le groupe Francisco-Ferrer à Lorient/Quimperlé, des groupes sont en formation à Vannes (gr. René Lochu) et à Pontivy. Pour tout contact, écrivez au Groupe libertaire Francisco-Ferrer, cité Allende, B 19, 56100 Lorient.

POITIERS

A l'occasion de la sortie du livre de Gaetano Manfredonia, Luigi Fabbri, le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme, le groupe Berkman de Poitiers organise une conférence-débat, avec l'auteur, le mardi 22 novembre, à 20 h 30, salle Timbaud (Maison du Peuple), rue Saint-Paul. Groupe Berkman c/o ML Vienne, Le Bourg, 86800 Lavoux.

ROUEN

Le groupe de Rouen de la FA organise, les samedi 12 et dimanche 13 novembre, « Les 5^e Journées des éditions libertaires », à la Halle aux Toiles de Rouen, de 14 h à 18 h, avec une exposition sur le Monde libertaire, des tables de presse et une projection vidéo. Dans le cadre de ces journées, deux réunions publiques à la Halle aux Toiles sont prévues : le samedi 12, à 20 h 30, sur le thème : « Non aux sectes ! » et le dimanche 13, en après-midi, avec Xavier Pasquini (de Charlie Hebdo) sur le thème : « Les sectes : un mal profond de la civilisation ».

TOULOUSE

Le groupe Albert-Camus organise une soirée ciné-débat autour du film Galipoli de Peter Weir (la guerre de 14-18 dans les Dardanelles), le mercredi 9 novembre, à 20 h, au cinéma Utopia, 24, rue Montardy, à Toulouse.

RADIO LIBERTAIRE (89.4)
« Tribuna latinoamericana »
Agnès Bozon-Verduraz :
« Cuba, le naufrage d'un rêve »
dimanche 6 novembre - 18 h à 20 h
...
« Jeunesse, vos papiers ! » :
Raymonde et Les Blancs Beccs
jeudi 10 novembre - 10 h
...
« Raconte pas ta vie » :
L'avenir
a-t-il un... anarchisme ?
samedi 19 novembre
de 20 h 30 à 22 h

TOMBLAINE (54)
Soirée en hommage
à Léo Ferré
avec TRISTAN LÉA
samedi 12 novembre
à l'Espace Jean-Jaurès
(Organisé par la FA de Nancy)

G I O V A N N I R O S S I

TEXTE: NICO

DESSINS: OLT



Fondée en 1890 par un groupe d'anarchistes italiens réunis par Giovanni Rossi, la Cecilia comptait au bout de 5 années d'existence une population totale de 300 personnes. Bien que peu d'entre eux aient une expérience du travail agricole, ils obtinrent un terrain inhospitalier de la commune de Palmeira (Parana). Ils montèrent

quelques industries et élevèrent du bétail. Pour obtenir cela, il ne fut pas nécessaire d'instaurer le moindre système coercitif. Cette organisation sociale ne fut, évidemment, pas exempte de conflits. Diverses difficultés d'ordre matériel, sexuel et affectif motivèrent l'abandon de nombre de ses membres. L'expérience de la Cecilia

permet de poser, avec presque un siècle d'avance, certains problèmes rarement abordés, tel que celui de la libération de la femme. Délogés par la police, quelques-uns des membres de la Cecilia s'installèrent dans les grandes villes du pays et participèrent à la fondation des premières associations ouvrières.

La France

face à la « pax americana »

(suite de la « une »)

au pouvoir depuis l'indépendance, et l'opposition, représentée principalement par Abdoulaye Wade... sans omettre les tensions avec l'Etat mauritanien d'un côté et les indépendantistes casamançais de l'autre. Pour l'heure, l'Etat français a plus aisément négocié le virage ivoirien que sénégalais : par un simple communiqué, il est intervenu dans le débat constitutionnel opposant Ouattara (Premier ministre) à Konan Bédié (président de l'Assemblée nationale) pour assurer le second de la reconnaissance de sa légitimité à succéder à Houphouët-Boigny. Mais gageons que le premier, qui durant son mandat travailla étroitement avec la Banque mondiale, saura habilement renégocier sa satellisation le cas échéant.

Le cas du Togo est plus simple et limpide : Paris a toujours soutenu Eyadema. Cette attitude incomprise par beaucoup d'opposants togolais a provoqué de violentes manifestations hostiles à la France. Ils pensaient à tort, que, depuis le sommet franco-africain de La Baule, la France allait tout faire pour appuyer les mouvements démocratiques en coupant ses aides aux vieux caciques habitués de ces mêmes sommets. Mais voilà, Paris a le cœur très près du portefeuille, et en bon gestionnaire, il ne lâche quelqu'un que si son remplaçant offre des garanties solides de maintien du *statu quo*. Alors Eyadema s'est accroché au pouvoir avec détermination, réprimant les manifestations, liquidant des opposants, organisant des expéditions punitives dans les quartiers populaires... et tendant la perche à ceux des opposants les plus aptes à accepter l'aventure d'un gouvernement d'unité nationale. Et quand l'un d'eux s'en ait saisi, redonnant légitimité à Eyadema, le gouvernement français applaudit. Il a même poussé le vice jusqu'à envoyer son ministre de la Coopération, le si vertueux Michel Roussin, se faire décorer de l'Ordre national du Mono (la plus haute distinction du pays) par le massacreur en chef Eyadema, histoire de célébrer la reprise de la coopération civile et militaire suspendue il y a un an du fait des troubles.

A l'heure de la dévaluation du franc CFA — Jacques Chirac avait glissé, en 1990, l'espace d'un de ses voyages en Afrique que, décidément, les Africains n'étaient pas mûrs pour la démocratie et le multipartisme. Charles Pasqua, en février 1993, avait surenchéri en dénonçant la politique du gouvernement français à l'égard d'Eyadema. En deux déclarations, les ténors de la droite venaient de jeter les bases de ce que pourrait être la future politique africaine de la France : l'aide publique française ne serait plus

conditionnée à une transition vers la démocratie. L'avertissement mitterrandien de La Baule, qui avait pris le train en marche, était écarté prestement. En se pavanant aux côtés d'Eyadema, Pasqua redonnait de l'ampleur à ce triste massacreur, comme l'opération rwandaise en a redonné au zairois Mobutu.

En cette année 1994, les premiers signes de cette Realpolitik sont apparus clairement. Pour la droite française (même si elle peut apparaître désunie), la parenthèse démocratique doit se refermer. Pour les Pasqua, Chirac et consorts, l'heure est au serrage des coudes : la démocratisation engendre le tribalisme, le tribalisme engendre la guerre et la guerre c'est mauvais pour « nos » intérêts (sauf quand elle agit hors du pré carré où là, elle engendre des marchés). Et pour couronner le tout, il suffit d'agiter, en lieu et place de l'hydre communiste, l'hydre américain dont le libre-échange forcé viendra perturber l'économie de rente.

De fait, avec la dévaluation du franc CFA, les relations franco-africaines sont entrées dans une nouvelle phase. Cela fait plus de dix ans que de nombreux pays africains sont sous le coup de programmes d'ajustement structurel. Incapables de régler le service de la dette contractée lors de deux décennies d'expansion qu'ils connurent, ils durent se soumettre aux dures conditions exigées par la Banque mondiale. Mais outre le problème de la dette, il revenait au gouvernement français d'assurer les fins de mois de certains pays de la zone franc, afin

La démocratie africaine n'a plus la cote

que les fonctionnaires soient payés. Or, cela commençait à peser lourd pour les finances françaises.

L'acceptation par le gouvernement français de la dévaluation du franc CFA a donc plusieurs significations : d'abord, l'affirmation que la France est dans l'incapacité d'assurer seule le décollage économique de l'Afrique francophone, donc qu'elle rompt avec la logique du pré carré ; ensuite, qu'elle se range du côté du libéralisme à l'américaine préconisé par la Banque mondiale, alors qu'elle avait depuis la décolonisation fait davantage confiance à l'Etat-entrepreneur (dont elle avait le contrôle) qu'à l'initiative privée ; qu'enfin, cela condamne une frange du capitalisme français à se refaire les dents face à des concurrents japonais et bien sûr américain, habitués à se battre pour des parts de marché.

De fait, cela apparaît plus comme une reddition qui va causer de profonds changements et obliger l'Etat français à négocier un nouveau

pacte néo-colonial avec ses « partenaires africains ».

La fin du pré carré ? — Le ministre de la Coopération, Michel Roussin, y est allé de son petit couplet sur la nécessité d'un « nouveau contrat pour l'Afrique » (mais non d'un nouveau contrat franco-africain) pour qu'elle se développe et réintègre rapidement l'économie mondiale. Mais ce qui est en jeu, en fait, est bien la capacité de l'Etat français de se maintenir comme le gendarme de l'Afrique francophone à l'instar des Etats-Unis et de sa basse-cour latino-américaine. Cela ne va pas forcément de soi. Certes, les ex-colonies de l'Hexagone vivent depuis trente ans un rapport de force inégal qui fait que le gouvernement français intervient de manière active dans leurs orientations politiques. Mais cela ne doit pas nous faire oublier que cette dépendance, pour forte qu'elle soit, n'a pas annihilé toute velléité autochtone : que l'on soit en bas ou en haut de l'échelle sociale, on développe des stratégies personnelles, on tire des ficelles. On ne mord pas la main qui nous nourrit, dit un proverbe... Et quand elle cesse de nous nourrir ? De plus, on sait que ceux que l'on qualifie trop facilement de pantins sont passés maîtres dans l'art de tirer profit de leur soi-disant satellisation. Le mode présidentieliste des relations franco-africaines, les multiples réseaux mis en place, de la franc-maçonnerie à ceux des grandes entreprises, le financement de partis politiques français par de généreux donateurs africains... font que le soutien du gouvernement français à tel ou tel despote ne peut s'expliquer sur le mode de la dépendance : les relations inter-individuelles viennent perturber le tout, ce qui brouille les analyses. De fait, il ne serait pas étonnant que certains chefs d'Etat aillent cogner à la porte d'autres bailleurs de fonds.

La France peut encore espérer garder le contrôle de son pré carré par le biais de sa puissance militaire. Elle a signé des accords de défense avec les uns (avec la possibilité d'interventions à l'occasion d'agressions extérieures), des accords de défense militaire avec d'autres. Elle dispose sur place d'une dizaine de milliers d'hommes répartis sur une demi-douzaine de pays (Sénégal, Centrafrique, Djibouti, Tchad...), prêts à intervenir, non plus fœnicieusement pour la défense de ses intérêts économiques, mais pour témoigner de sa capacité à régenter et garantir l'ordre dans cette partie du monde. Et si cela se révélait trop onéreux, rappelons qu'elle travaille depuis plusieurs années à l'accroissement de la puissance de sa Force d'action rapide. Affaiblie économiquement, elle ne peut continuer à maintenir

son standing de puissance moyenne, membre du Conseil de Sécurité, qu'en s'illustrant militairement. A l'instar des Etats-Unis et de son escapade somalienne, elle a failli réussir son coup au Rwanda ; or, personne n'a été dupe et tout le monde a condamné, non pas l'intervention en tant que telle (il « fallait

sociaux ou de guérillas non satellisées, va amener la France à modifier son appui militaire. Elle va donner la primauté à la formation d'unités urbaines de sécurité. Etre matraqué par un gendarme ou un flic plutôt que par un militaire, voilà le changement déjà à l'œuvre dans la coopération.

La mondialisation de l'économie (qui met à mal les « chasses gardées »), la *pax americana* (qui tend à subordonner à l'impérialisme américain tous les impérialismes concurrents) vont obliger l'Etat français à se redéfinir sur la scène mondiale. Comme le soulignait très justement le journal basque *Har Hitza* : « L'Etat français cherche à défendre un espace politique d'intervention, en se présentant comme le garant non seulement des intérêts français, mais aussi plus largement des intérêts économiques occidentaux. Il s'agit en quelque sorte d'un partage des rôles et du pouvoir, en particulier avec les USA ». D'où la nécessité encore une fois de dénoncer l'impérialisme et de condamner le sommet franco-africain de Biarritz. ♦

Un impérialisme chasse l'autre

sauver des vies humaines », mais ce qui était en cause, c'est-à-dire le soutien indéfectible au pouvoir raciste et fascisant d'Habyarimana. De même, beaucoup ont souligné que l'intervention militaire avait des buts plus politiques qu'humanitaires, qu'elle avait celui de protéger ses amis d'hier (certains furent même rapatriés... dans le même avion que des orphelins rwandais !), de bloquer l'avancée du FPR pour l'obliger à négocier et de remettre en selle habilement Mobutu. Le fait que le danger ne vient plus de l'extérieur, depuis l'éclatement du bloc soviétique, mais bien de l'intérieur, par le développement de mouvements

PATSY
(gr. Milly-Witkop - Nantes)

COMMUNIQUÉ

Campagne contre le sommet franco-africain des 7, 8 et 9 novembre à Biarritz

Début octobre 1994, le FMI et la Banque mondiale ont tenu leur assemblée générale à Madrid dans un faste tout particulier, puisque ce regroupement de tout ce que la planète compte de banquiers, de capitaines d'industrie, de financiers et d'hommes politiques à leur service, a fêté son 50^e anniversaire.

Ce mois-ci, à Biarritz, se tiendra, les 7, 8 et 9 novembre, le sommet franco-africain qui règle les relations économiques, politiques et culturelles entre la France et ses « ex »-colonies. Un sommet du fric auquel n'assisteront, bien sûr, ni les affamés du Sud ni les exclus du Nord, et qui, comme l'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale, est un symbole criant de toutes les exploitations et dominations : celles des pays riches sur les pays pauvres ; celle des classes dirigeantes sur les classes populaires dans tous les pays, au Nord comme au Sud.

- Contre la politique néo-coloniale de la France.
- Contre le sort fait aux réfugiés économiques comme politiques qui ne sont que le résultat de la politique menée par les pays impérialistes.
- Pour le droit d'asile et l'abolition des frontières.
- Contre l'ordre capitaliste et son mode de développement, dictés par des impératifs de profit, qui, par la terreur et la guerre, est responsable de la faim, de la misère, du gaspillage, du saccage de l'environnement, de la destruction de nombreuses cultures et sociétés.
- Pour le droit des peuples à disposer des moyens pour maîtriser leur présent et leur avenir et pour satisfaire, dans le cadre d'une économie égalitaire et autocentrée, leurs besoins réels en construisant une société solidaire débarrassée de leur propre bourgeoisie.

Nous appelons donc tous ceux pour qui anti-impérialisme, anticapitalisme, antimilitarisme sont intimement liés à manifester le 5 novembre au Pays basque contre ce que le groupe basque Herriaren Alde a appelé le « sommet franco-colonial ». Ce même groupe a organisé également un forum le 1^{er} novembre.

Nous pensons que chaque organisation, chaque collectif, chaque individu, peut mener une campagne contre ce sommet en fonction de sa sensibilité et de ses possibilités, mais il serait souhaitable que tous se retrouvent pour organiser conjointement des départs groupés à cette manifestation. ♦

ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

N.B. : OCL, BP 1213, 51058 Reims cedex.

ITALIE : GRÈVE GÉNÉRALE DU 14 OCTOBRE

Les retraites ?

Mieux vaut les hôtels de luxe !

NOUS ÉTIENS bien nombreux à Rome, malgré la pénurie d'information, malgré le black-out mené par les gratte-papier et malgré la volonté d'une gauche politique et syndicale — l'orpheline de la politique contractuelle — de faire une politique de la « terre brûlée » autour de quelque projet que ce soit de non-collaboration.

50 000, ou même 100 000, comme l'a dit à la tribune Piero Bemocchi des Cobas-Ecole... Nombreux, quoi qu'il en soit, venus à leurs frais, parmi mille difficultés, pour mettre en évidence l'existence d'un vaste ensemble d'opposition politique et sociale, non seulement aux choix du gouvernement en place, mais aussi au syndicalisme des confédérations et à ses responsabilités.

De Trieste comme de Syracuse, de la Ligurie comme des Abruzzes, de Milan comme de Naples... ils ont été des milliers de travailleurs des entreprises, du commerce, des services, de la fonction publique, qui ont pensé donner un signe précis et clair de leur participation à un mouvement unitaire de lutte contre l'attaque capitaliste, et redéfinir, dans le même temps, une nette différenciation par rapport aux politiques des bureaucraties confédérales.

Convaincues que le gouvernement Berlusconi est en train de suivre la voie déjà tracée par Amato et Ciampi (1), avec les précédents financiers et les accords de juillet 1992 et 1993 (2) passés avec les confédérations syndicales, assurées de la volonté de la clique CGIL-CISL-UIL de participer à la colossale affaire qui se déroule autour des fonds d'intégration (3), comme de voir les mêmes être les principaux partisans de la réforme du système de retraite (4), les dizaines de milliers de travailleurs de Rome ont voulu indiquer la voie, au sein des nouveaux organismes syndicaux de base, pour opérer une coupure nette avec ce type de politique collaborationniste, et ceci à partir également des manifestations de rues.

Rendre évident ce désaccord signifie aussi, et par dessus tout, interdire qu'il ne devienne l'appendice même bruyant d'un processus largement — si ce n'est totalement — contrôlé par les hiérarchies syndicales, comme cela s'est historiquement vérifié avec l'expérience de la « gauche syndicale », même si elle fut généreuse. Ce n'est pas vraiment par hasard que les chantres de ladite expérience (cf. *Il Manifesto* [5]) se sont mis en première ligne, au début pour occulter la grève proclamée par le syndicalisme de base, et puis à la fin pour minimiser le succès de la manifestation presque transformée en une initiative des centres sociaux (les gratte-papier n'étant pas exclusivement berlusconiens...).

Il est au contraire important, fondamental, que l'on sache qu'à Rome s'est tenue une grande manifestation de travailleurs, de jeunes, de femmes, de chômeurs, qui ne peuvent pas être



simplement additionnés à tous les autres pour donner une force contractuelle aux confédérations dans leur tentative de reprendre place à la table de négociation. Et malgré la trouvaille de la RSU (6), Cofferati, D'Antoni et Larizza (7) doivent enregistrer la présence d'un ensemble qui continue à s'étendre et qui ne se laisse pas arrêter par tous ces outils inventés pour mettre en cage la révolte et la lutte (de l'auto-réglementation des grèves à la loi 146/80 [8]). Un ensemble en mesure d'entraîner les travailleurs des grandes usines en crise (Alfa Romeo en tête), des différents secteurs des services et du public, aujourd'hui dans le collimateur des promoteurs de la politique des coupes sombres, les jeunes des centres sociaux (présents à la manifestation en très grand nombre), les femmes des collectifs féministes (se distinguant par une superbe banderole violette), les précaires, les chômeurs (ceux de Palerme étaient en tête du cortège)... un ensemble qui intègre la nécessité de repousser toute tentative de division en son sein (des grilles de salaires au travail intérimaire, des contrats de formation à la reconnaissance de la qualification professionnelle, du racisme au sexisme, et ainsi de suite). De son côté, Berlusconi doit enregistrer la présence d'un ensemble réfractaire à la politique contractuelle, insensible à son charme, peu disposé à être sacrifié sur l'autel de la restructuration et surtout indisponible dès lors qu'il s'agit d'être représenté par les « grandes confédérations ».

Un ensemble qui, dans ses composantes les plus dynamiques, ne se limite pas à revendiquer des conditions de survie à l'intérieur d'un système socio-productif toujours plus inhumain, même s'il met au centre de ses préoccupations la lutte pour une autre qualité de vie, pour une forte réduction du temps de travail, pour la reconversion de l'industrie de guerre, pour une finalité sociale du service public reconstituée sur la base d'un rapport véritable entre travailleurs/usagers et usagers/travailleurs. Autant de thèmes présents dans la manifestation de Rome (organisée, rappelons-le par la Confédération unitaire de base, la Coordination natio-

nale des Cobas, la Confédération syndicale sarde et l'Union syndicale italienne [USI-AIT]) et mis à la base de l'action du syndicalisme non collaborationniste. Thèmes dont l'importance ne peut échapper à ceux (et nous en sommes) qui ont à cœur la sortie définitive du système d'oppression et d'exploitation de l'individu par l'individu. Thèmes à approfondir et à développer en harmonie avec une définition toujours plus appropriée de l'autogestion et de l'auto-organisation qui sont incompatibles avec la bureaucratie et le verticalisme même masqués.

L'implication des nombreux libertaires présents dans le mouvement de lutte, de l'industrie aux chemins de fer, de l'école à la santé, du commerce aux télécommunications... va certainement dans ce sens, même dans la diversité des parcours politiques choisis ou imposés par les situations locales ou sectorielles. Une plus grande coordination des initiatives, en reconnaissant pleinement et de façon inconditionnelle les parcours propres de chacun, devrait favoriser une expansion de la pratique libertaire dans un mouvement qui a les poches pleines de complaisance et de bureaucratie, et dont les désirs commencent à aller bien au-delà de la défense d'une misérable existence. ♦

M.V.

(librement traduit d'*Umanita Nova* n° 29)

(1) Chefs des gouvernements socialistes précédents.

(2) Accords sur la fin de l'échelle mobile des salaires.

(3) Une affaire de passage de fonds de retraite des caisses publiques vers des caisses privées qui seraient créés à cette occasion, ceci étant une part de la réforme du système de retraite.

(4) Il faut actuellement, en Italie, 35 années de versement pour bénéficier d'une pleine retraite. Il en faudra bien entendu plus (on ne sait pas encore combien), les négociations n'étant pas terminées.

(5) Journal de la gauche et de l'extrême gauche marxiste.

(6) Sorte de représentant du personnel, nécessairement lié aux « grandes confédérations » par le système électoral demandant un minimum de 35% des voix.

(7) Les chefs actuels des confédérations susnommées.

(8) Loi de 1990 faite en particulier pour obliger les travailleurs du secteur public à venir sur le lieu de travail.

Agenda international

BELGIQUE

- Le bar associatif « La Métaphore » ouvre ses portes, à partir de 20 h, du mercredi au samedi au 65, rue du Midi.
- Le Centre libertaire de Bruxelles ouvre sa bibliothèque chaque samedi, de 15 h à 17 h, à la même adresse.
- « Les Amis d'Alternative libertaire » de Bruxelles se réunissent le samedi 18 novembre, à 15 h, au 65, rue du Midi.
- « Les Amis d'Alternative libertaire » de Liège se réunissent tous les 15 jours au Cercle Carlo-Lévi, 48, rue Saint-Léonard. Info. au : 041/27.59.59.

SUISSE

- Le n° 9 (oct.-nov. 1994) de *L'Affranchi*, le journal des « Amis de l'AIT », vient de paraître.
- Au sommaire :** contre le racisme et l'extrême droite, une tentative de récupérer Stirner, arrestations en Suisse, ex-URSS : entretien avec Vadim Damier, USA : liberté pour Léonard Peltier, Vingrau : un petit village gaulois, histoire de la FORA (Argentine).
- Abonnement :** 80 FF (mandat international).
- L'Affranchi* c/o « Réflexions sociales », CP 172, CH 1000 Lausanne 6 Ouchy.

ALLEMAGNE

Clinton honore les nazis morts pendant la guerre

Le Président Clinton était en visite à Berlin le 12 juillet. Outre l'inévitable discours à la porte de Brandebourg, son programme comportait un dépôt de gerbe au mémorial de Neue Wache, dans l'ancienne partie est de la ville. Des groupes antifascistes ont comparé ce geste à la visite de Reagan au cimetière SS de Bitburg en mai 1985.

Malgré son image libérale, le message de Clinton aux dirigeants européens a jusque-là été clair : Berlusconi et ses alliés néo-fascistes sont OK, la réécriture de l'histoire du fascisme allemand par le Chancelier Kohl est acceptable.

Le mémorial de Neue Wache, à Berlin, était, du temps de la RDA, dédié aux « victimes du fascisme et du militarisme ». Depuis la réunification, il a été rebaptisé « Mémorial central des victimes de la guerre et de la dictature ». Suivant la logique du révisionnisme historique fasciste, cela signifie que les soldats allemands (même les membres de la SS) sont devenus des victimes, tout autant que le peuple juif gazé à Auschwitz ou que les centaines de milliers d'autres personnes tuées par les fascistes !

Il est clair qu'une telle déformation de l'histoire est intolérable. Pour citer l'auteur juif allemand Ralph Giordano : « Révérence et

commémoration à ce cérémonial ? Non et non encore ! Au lieu de l'affliction, la colère et le serment : "No pasaran !" Falsificateurs de l'Histoire, nous n'accepterons pas cela ! Les véritables victimes de l'Allemagne d'Hitler, de la guerre d'agression et de sa dictature vivront plus longtemps que les niveleurs de l'Histoire du mandat du Chancelier Kohl. »

Pour les antifascistes allemands, ce ne sont pas les menées de l'aile droite du Chancelier Kohl qui sont surprenantes. (En vérité, son parti, la CDU, a une longue histoire de flirt avec le fascisme. Kohl, lui-même, a publié des articles dans le magazine néo-fasciste *Mut* (« Courage ») et le nouveau président de l'Allemagne et ancienne tête de la Cour constitutionnelle, Roman Herzog, a été une fois décrit par le NPD fasciste comme « notre homme pour le poste ». Mais ce qui est significatif pour les gens, ici, c'est qu'un président américain démocrate puisse appuyer publiquement une réécriture de l'histoire si polémique. Qu'il le sache ou pas, Clinton aide à préparer le terrain pour la réémergence du fascisme en Europe. *No pasaran !* ♦

LAURENT

(gr. Humeurs Noires - Lille)
(Information tirée d'Internet)

Manifestations (avec cortèges FA) de la Confédération nationale du logement pour « Le droit au logement pour tous »

PARIS
samedi 5 novembre
15 h - République
(manif. jusqu'à Nation)

LILLE
samedi 5 novembre
15 h
boulevard J.-B. Lebas

BILLET D'HUMEUR

Portons plainte contre les empoisonneurs !

Une part importante de la population française se trouve donc en cet automne « mise en examen » : des hauts fonctionnaires qualifiés d'indélicats ; des responsables politiques qui ont agi avec légèreté sur des francs pourtant lourds ; des êtres au tempérament vif, qui ont estimé nocive la présence de certains de leurs contemporains et les ont effacés du paysage. Certains ont estimé ne pas disposer des sommes nécessaires pour vivre décemment et ont pris l'argent là où il était. Qui pourrait les en blâmer ?

Mais de nouveaux usagers, plus originaux, viennent donner de la variété à la population carcérale. En effet, la mode est aux empoisonneurs. Autrefois, on avait eu la Brinvilliers et Marie Besnard. Aujourd'hui, on a Georgina Dufoix, Edmond Hervé et Laurent Fabius. Officiellement du moins. Car, à vrai dire, je ne vois aucune raison d'en rester là.

Des ministres qui m'empoisonnent l'existence, je pourrais en citer des dizaines d'autres. A peu près tous, à mon avis, seraient passibles de cette complicité d'empoisonnement. Le Président de la République, chef de toutes les armées, m'empoisonne quotidiennement. Le ministre de la Défense Nationale empoisonne l'existence de millions de jeunes appelés ! Le ministre du Budget empoisonne la vie des pauvres. Le ministre de la Justice m'empoisonne

avec ses procédures de diffamation et d'injures publiques.

Pour simplifier, tous les ministres m'empoisonnent, plus ou moins, à doses plus ou moins fortes, à intervalles plus ou moins réguliers. Tous leurs chefs de cabinet m'empoisonnent. Il faut donc les poursuivre pour complicité.

Je dirais même que c'est urgent. En particulier, les magistrats dans leur totalité ont tenté à cinq reprises de m'empoisonner l'existence, depuis 1976 et jusqu'à maintenant encore par des convocations diverses, suivies de plaintes accompagnées de menaces variées.

Et je suis encore empoisonné par les prêtres, les archiprêtres, les papes, les aubergines, les policiers de la route, les gendarmes ruraux, les députés, les sénateurs, les chefs de service... Qu'attend-on pour engager une procédure contre ces empoisonneurs des citoyens normaux, qui ne demandent qu'à respirer l'air pur de la liberté ?

Amis, profitons donc de ce procès des empoisonneurs célèbres pour nous débarrasser de tous les empoisonneurs obscurs qui, à un moment ou à un autre, se sont rendus complices de tentatives caractérisées d'empoisonnement de l'existence quotidienne !

Poursuivons tous les empoisonneurs, et vite ! ♦

GUIMOU de la TRONCHE

La Ligue Justice et Prison et Radio Libertaire présentent

Serge Livrozet et Roland Agret

Samedi 5 novembre - 20 h 30

dimanche 6 novembre - 15 h 30

au théâtre Clavel,

3, rue Clavel (M° Pyrénées, 75019 Paris)

Entrée : 40 et 60 F (réservations au : 43.84.70.04.)

Associations

NAPLES : COLLOQUE STIRNER

Les 10, 11 et 12 novembre 1994, aura lieu un colloque sur « Max Stirner et l'individualisme moderne », pour le 150^e anniversaire de la parution de *L'Unique et sa propriété*.

Pour tout renseignement : **Instituto Suor Orsola Benincasa, via Suor Orsola 10, 80135 Napoli (Italie).** Tél. : 081/412.908.

PARIS : COLLOQUE PROUDHON (RAPPEL)

Les 4 et 5 novembre, un colloque intitulé : « L'Éducation : Proudhon, proudhonisme (XIX^e - XX^e siècles) » est organisé au **Foyer international d'accueil de Paris Jean-Monnet, 30, rue Cabanis (M° Glacière), 75014 Paris.**

Vendredi 4 novembre

9 h 30, ouverture ; 9 h 45, Georges Navet : « Aperçus sur le système éducatif à l'époque de Proudhon » ; 10 h 05, Bernard Voyenne : « Les

textes de Proudhon relatifs à l'éducation » ; 10 h 45, Pierre Ansart : « La philosophie proudhonienne de l'éducation » ; 11 h 45, déjeuner ; 14 h, Georges Navet : « L'espace public et l'atelier » ; 15 h, François Fichet : « Les femmes face à l'enseignement professionnel au milieu du XIX^e siècle » ; 16 h 15, Chantal Gaillard : « Proudhon professeur d'histoire ».

Samedi 5 novembre

9 h, Jacques Bouché : « Stirner et Proudhon » ; 10 h 15, Jean-Paul Thomas : « Albert Thierry, pédagogue héritier de Proudhon » ; 11 h 15, Marcel David : « De l'instruction ouvrière à la formation des mouvements syndicaux » ; 14 h, Nathalie Brémand : « Le proudhonisme dans les conceptions pédagogiques libertaires » ; 15 h, Gaetano Manfredonia : « Le syndicalisme révolutionnaire et la question de l'enseignement : culture encyclopédique et culture ouvrière chez E. Berth » ; 16 h 15 : débat général.

Dans le ML n° 970, Patrick Essertel (gr. Déjacque de Lyon), sous le titre « Racisme et foulard islamique » exprimait une opinion favorable à l'entrée d'élèves voilées au sein de l'école laïque. Celle-ci a suscité les réactions de deux de nos lecteurs et l'envoi par la Libre Pensée de son communiqué publié à l'occasion de ladite affaire des foulards.

COMMUNIQUÉ DE LA LIBRE PENSÉE

A propos de la circulaire de M. Bayrou

AL'OCASION DU DÉBAT suscité par la circulaire du ministre de l'Éducation nationale, la Fédération nationale de la Libre Pensée tient à exprimer publiquement son point de vue.

Cette circulaire s'appuie explicitement sur la décision du Conseil d'État qui, se référant à la loi anti-laïque de M. Jospin de 1989, a légalisé les atteintes à la laïcité dans les établissements publics. En décrétant qu'il existait des emblèmes religieux « ostentatoires » et d'autres non, le ministre ne règle en aucune façon les problèmes posés par le prosélytisme religieux dans les écoles publiques par le retour à la laïcité institutionnelle, mais légalise une brèche dans laquelle les cléricaux de toute nature et de toute confession pourront s'engouffrer par mille et un moyens.

En déclenchant une campagne médiatique sur le port du foulard islamique par une poignée d'élèves, le ministre et ses amis désignent à la vindicte une certaine catégorie de la population qui est déjà dénoncée comme le bouc émissaire de tous les maux et qui « justifie » un contrôle policier accru.

Dans le même temps, la circulaire Monory sur les aumôneries dans les établissements publics du secondaire, maintenue sans défaillir par Messieurs Monory, Jospin, Lang et Bayrou, continue de s'appliquer pour le plus grand bénéfice de l'Église catholique.

Dans le Doubs et à Lievrement, notamment, des dizaines de classes publiques sont ornées du crucifix, sans que les autorités et le ministre n'exigent la cessation de cette violation de la laïcité scolaire.

Si le ministre Bayrou et ses amis de tous bords veulent réellement défendre la laïcité, qu'ils commencent donc à abroger toutes les lois anti-laïques qui ont été mises en œuvre sans discontinuité de 1940 à 1994. Ainsi, la laïcité de l'école pourra être pleinement restaurée ainsi que la loi de 1905 respectée.

L'école publique est un lieu où les enfants doivent s'instruire et non s'affronter sur les convictions de leurs parents. La Libre Pensée réaffirme que la République est fondée sur la notion du citoyen exerçant sa liberté individuelle et non pas sur la notion de « communautés » dictant leurs propres lois à l'État.

Pour sa part, la Libre Pensée, considérant que la religion doit rester une affaire privée, ne cessera d'œuvrer inlassablement pour reconquérir la laïcité institutionnelle.

Ni foulard, ni croix, ni kippa à l'école publique !

Aucun insigne religieux ou politique ne doit être admis à l'école publique !

Abrogation de toutes les lois anti-laïques !

Pas un franc de fonds publics à l'école privée ! ♦

Le CAN unanime de la LIBRE PENSÉE

EN RÉPONSE A...

« RACISME ET FOULARD ISLAMIQUE »

« Interdire » est un mot qui n'est pas fait pour plaire aux libertaires. Cependant, interdire, aujourd'hui, le port du foulard islamique dans les écoles publiques, c'est, pour demain, la liberté pour les jeunes filles issues de milieux islamiques, de ne pas y être contraintes par leur famille ou par leur entourage. L'exemple de jeunes étudiantes assassinées, sous d'autres cieux, pour avoir refusé de le porter est un avertissement qui doit suffire pour s'en convaincre.

Bien entendu, il ne faudrait pas tomber dans l'hypocrisie qui consisterait à considérer le seul port du foulard comme un signe religieux ostentatoire, alors que serait toléré le port de la kippa ou de la croix catholique « bien chez nous », car ce ne serait là qu'une forme de racisme à peine déguisée.

C'est à l'école laïque que s'effacent les différences provenant des milieux dont les élèves sont issus et où se forment les citoyens et citoyennes de demain. Protégeons-la. Il est à noter qu'une partie de l'Église catholique n'est pas contre le port du foulard ou d'autres marques d'appartenance religieuse. N'y a-t-il pas là un signe de solidarité entre les grandes religions face à un monde évoluant vers l'athéisme ou, du moins, vers l'indifférence quant aux dogmes religieux, là où l'instruction progresse ?

Ras-le-bol des religions, de toutes les religions ! ♦

GILBERT (Sucy-en-Brie)

Aucun soutien aux symboles religieux, militaires ou étatiques

Fervent lecteur du *Monde libertaire*, je voudrais dire que je ne suis pas d'accord avec l'article de Patrick Essertel à propos du foulard islamique, tout au moins avec sa conclusion.

Je ne suis nullement en faveur des interdictions ! Toutefois, je n'apporterai en aucun cas mon soutien à certains symboles qu'ils soient religieux, militaires ou étatiques.

Ce foulard ne me dérangerait nullement s'il n'y avait pas, en fait, tout ce qui se cache derrière et ce qu'il représente : la soumission totale de la femme à Dieu, au pouvoir, au patriarcat...

Récemment, en banlieue, des ligues pro-islamistes, autoritaires, ont défilé dans la rue en faveur de ce symbole d'oppression, soutenues par des sectes trotskystes qui (une fois de plus !) ont tout compris au

film de l'histoire. La laïcité, le monde impie, l'incroyance y furent fustigés...

Je serais chagriné que des anars tombent dans ce piège, au nom de la liberté et de l'antiracisme. Nous devons bien sûr combattre le racisme plus que jamais. Mais avec discernement. Antiracisme ne veut pas dire pro-islamisme, de même que non-musulman ne veut pas dire anti-arabe, le foulard ne revêtant pas le caractère d'une identité, bien au contraire !

A ce sujet, je pense surtout à nos copines « beurettes » qui luttent, justement, pour ne pas le porter, ce fameux foulard ! Leur combat est très dur, infernal, quotidien. Ce serait une grande trahison de notre part si ce foulard entrait à l'école car je n'ose penser à ce qu'elles subiraient (humiliations, reproches, culpabilisation) de la part de celles

qui le revendiquent. Pensons-y ! Ce sont ces frangines-là et la lutte pour leur émancipation que nous devons soutenir et non les autres. Plus que jamais, soyons vigilants !

Les ligues pro-islamistes me font autant dégueuler que les ligues catho-intégristes, anti-avortement, brandissant le crucifix. Elles ont un point commun : envahir nos vies, nous dicter notre conduite. Après des siècles de combat anti-clérical en faveur d'une école laïque, voire émancipée, il serait dommage de laisser d'autres dogmes s'y implanter. De même que nous écrivons sur les murs : « Fascistes hors de nos vies ! », crions bien haut : A bas la calotte, à bas le foulard, ainsi que tout autre uniforme ! Tout ceci hors de nos vies, hors de nos écoles ! ♦

DOMINIQUE (Montauban)

UN ÉCRIVAIN ANTIMILITARISTE S'EST ÉTEINT

Yves Gibeau a fini sa guerre

YVES GIBEAU est mort le 14 octobre à Roucy (Aisne), où il s'était installé depuis quinze ans.

Né en 1916 à Bouzy, près de Craonne, d'un père fantôme, fusilier marin disparu tout aussitôt dans la guerre, il est reconnu par son père adoptif, militaire de carrière, sergent de la coloniale devenu adjudant et ne jurant que par l'uniforme.

Dans son roman *Allons z'enfants* (Calmann-Lévy, 1952), dont Boris Vian encouragea largement la publication, qui fut un succès de librairie, et qu'Yves Boisset mit à l'écran, Gibeau raconte son éducation d'enfant de troupe : « Il y a quatre ans que j'endure cette vie qui n'est pas faite pour moi. Quatre ans qu'on me force à ramper, à lécher les bottes, à saluer des hommes bêtes, méchants, malpropres... A me tenir au garde-à-vous devant eux comme un esclave... J'avais treize ans quand mon père m'a mis aux enfants de troupe, et je n'imaginai pas du tout ce que c'était... Moi, je pensais à un collège où j'étudierais pour me préparer un avenir comme tous les autres, un avenir que j'aurais choisi... »

Mais là, une fois entré, c'était plus possible de s'en aller. Il fallait être militaire

jusqu'au bout des ongles, jour et nuit, et le rester toute son existence. J'ai tâché de m'évader, une fois... Mon père m'a ramené le lendemain à la caserne et il m'a battu devant les officiers, tellement qu'il rageait et pour qu'ils n'hésitent pas, eux, à me corriger encore. »

Nommé, bien malgré lui, brigadier-chef, Gibeau s'interroge : « Rien ne l'autorisait, pensait-il, à régner sur des hommes qu'on avait par force privés d'une existence normale, arrachés de leurs habitudes, de leur métier, de leurs affections, en prétextant de hauts et nobles desseins, en leur claironnant aux oreilles, non sans ironie, les mots-clefs d'indépendance et de liberté, alors qu'il s'agissait principalement de légitimer la corporation des gradés de carrière et d'assurer à ses membres, le plus longtemps possible, leur seul et positif idéal... »

S'arroger le droit de gouverner ses semblables, de détruire en eux toute

dignité, tout amour-propre, toute décence, toute délicatesse, toute notion d'individualité, de tact, d'élégance morale, chercher à les avilir, à les domestiquer coûte que coûte, en matant, de la bonne manière, leurs tentatives de révolte, c'est témoigner une impudence, une prétention sans borne, se croire élu sur terre et concurrent du prétendu maître, renier tout progrès, toute civilisation, s'identifier, mais avec moins de courage et plus d'hypocrisie, à la race des seigneurs pour qui les serfs et les valets étaient censés ne posséder ni âme, ni cœur, ni cerveau... »

La plupart des livres de Gibeau traduisent cette hantise de la chose militaire et son horreur de la guerre.

Le *Grand Monôme* (1947), c'est la vie des prisonniers de guerre dans un camp allemand. ...Et la *fête continue* (1950) relate la « réadaptation » d'un prisonnier libéré, perdu dans Marseille en 1941.

Dans *Les Gros sous* (1953), Gibeau raconte l'exode d'un village ardennais en 1940. Et dans *La Guerre c'est la guerre* (1961), il nous présente un cas de désertion en 1940.

La Ligne droite (1956) met en scène un des meilleurs

coureurs à pied de l'avant-guerre, mutilé sur le champ de bataille, qui a préféré se retrancher dans l'anonymat. Son entraîneur le retrouve, lui redonne goût à la vie, et parvient à en refaire un athlète.

Après la guerre, Camus introduira Gibeau au journal *Combat*, où il sera critique. Il deviendra correcteur, surtout à *l'Express*, et se retirera plus tard dans un ancien presbytère de la campagne champenoise, à côté de ce fameux Chemin des Dames, champ de massacre de la Première Guerre mondiale, qui ne cessera de le poursuivre et à propos duquel il écrira d'ailleurs un livre. C'est là qu'il accumulera une énorme bibliothèque consacrée à la guerre, des films, mais aussi une étonnante collection de romans populaires que son grand-père lui avait appris à aimer et qui avaient été un des rares souvenirs lumineux de son enfance.

C'est aussi à Roucy qu'il écrira, après un long silence, son dernier livre : *Mourir idiot* (1988).

Mourir idiot n'est pas un roman, malgré la mention de l'éditeur, plutôt un constat. Gibeau a 72 ans, il fait le point, sans illusions. Il a choisi de s'installer sur cet ancien champ de bataille, à côté des patelins où sa famille a vécu, a « déménagé plus de trente fois, essayé des tas de métiers ».

Il revisite les nombreux endroits qu'il a habités, il a besoin de tout revivre.

« Maintenant qu'il me reste plus grand-chose en illusions, en dignité, en pudeur. Que les yeux pour pleurer, comme elle aurait dit ma mère [...] un temps arrive où on sait que rabâcher sa vie, ce qu'il vous en reste de bon ou d'estimable. Et qui vous console un peu d'en attendre plus rien, que des remords et des larmes. »

Dans les dernières pages, Gibeau raconte son suicide raté. *Mourir idiot* n'est pourtant pas un livre amer. Derrière cette lucidité de l'auteur, cette noire ironie, ce parti-pris de tout dire, de se regarder dans un miroir, vibre une sensibilité d'écorché, de révolté permanent, et un ton qui lui appartient en propre, un ton qu'on n'oubliera pas. Il avait demandé à être enterré dans

le cimetière de Craonne, au côté d'un soldat allemand qui aurait été enfoui là, à la hâte, en 14-18. En creusant sa tombe, les fossoyeurs sont tombés sur une douille d'obus de 75 mm.

« Tout autour du bled où j'habite maintenant, écrivait-il, près du Chemin des Dames, c'est farci de cimetières. Je suis entré dans tous. » ♦

JEAN-PIERRE CANON

Ciné sélection

APHASIE

« Les Mots perdus »

de Marcel Simard

(suite du n° 972)

• **Rappel** : Le film de Marcel Simard, *Les Mots perdus*, écrit et interprété par des aphasiques, passe actuellement à l'Entrepôt. A part la séance de 20 h, le réalisateur — venu spécialement du Québec — et les associations d'aphasiques, organisent des rencontres-débats qui peuvent se prolonger autour d'un verre au café-restaurant de l'Entrepôt.

Voici les deux derniers des quatre entretiens recueillis à cette occasion — en forme de cadavre exquis puisque tel est le principe du film.

• **Myriam, interprète du film** : J'ai eu un accident de voiture, il y a 9 ans. Depuis, je ne peux plus écrire. Il a fallu tout réapprendre. J'étais secrétaire de direction. J'ai retrouvé du travail, mais pas le même.

Le Monde libertaire : Qu'attendez-vous des rencontres de l'Entrepôt ?

Myriam : C'est pour faire connaître aux gens ce qu'est l'aphasie. Nous sommes 200 000 en France qui vivons cela.

Le Monde libertaire : Quel est le problème principal auquel vous vous heurtez ?

Myriam : Les gens ne savent pas. Quand j'ai du mal à trouver les mots, que je mets du temps, les gens ne comprennent pas ce qui se passe. Je parle dans ma tête, normalement, avec des mots, mais je n'arrive pas à les dire.

• « L'important ce n'est pas ce qu'ils me montrent mais ce qu'ils me cachent et surtout ce qu'ils ne soupçonnent pas qui est en eux. »

En exergue de son film, Marcel Simard a mis cette phrase que Robert Bresson écrivait à propos de son travail avec des « non-comédiens ».

Le Monde libertaire : Quelle technique de tournage avez-vous utilisée avec les interprètes de votre film ?

Marcel Simard : J'ai travaillé comme avec des acteurs professionnels. Le scénario était découpé, et nous recommandions les prises, comme dans n'importe quelle fiction.

Le Monde libertaire : Comment avez-vous élaboré le scénario du film ?

Marcel Simard : Nous avons d'abord effectué un important travail de préparation avec les médecins et les orthophonistes. Nous avons vidéographié une vingtaine d'heures. C'était un travail indispensable. Puis, nous avons organisé des ateliers d'écriture comprenant une douzaine de personnes aphasiques — au Québec, en France, en Suisse, en Belgique. J'ai utilisé le principe du cadavre exquis.

La dernière image du dernier sketch tourné devait obligatoirement inspirer la première image du sketch qu'on devait écrire. Nous avons ainsi obtenu un sketch par pays, illustrant chacun un aspect de l'aphasie. La méthode du cadavre exquis a permis d'assurer la continuité entre les épisodes.

Dans tous mes films, la caméra sert d'outil mobilisateur, de stimulant. Il faut en effet énormément d'énergie, surtout à

des personnes handicapées, pour se réunir deux ou trois fois par semaine pendant des mois et se soumettre à la discipline d'écrire des histoires... et surtout de croire que cette démarche va émerger un film. En tout cas, de voir ces personnes participer à mes projets, de donner d'eux-mêmes sans lésiner, moi ça me donne de l'énergie. Et tout ce que je peux espérer, c'est qu'en retour, mes films redonnent à ces personnes cette énergie que leur engagement m'insufflé. ♦

Interview réalisée par MICHÈLE ROLLIN

« Les Mots perdus » (quatre sketches en forme de cadavre exquis sur l'aphasie)

Le film de Marcel Simard, écrit en collaboration avec des aphasiques qui jouent leur propre rôle, sort, enfin, en France un an après son achèvement.

Les réalisateurs et les associations d'aphasiques souhaitent rompre l'isolement et l'incompréhension qui entourent cette maladie mal connue.

Du mercredi au samedi : séance à 18 h, sans débat.

Des rencontres quotidiennes se déroulent à l'Entrepôt (7-9, rue Francis de Pressensé [métro Pernety], 75014 Paris), depuis le 19 octobre :

— du mercredi au samedi, à la séance de 20 h, avec le réalisateur et des associations d'aphasiques ;
— le dimanche, après la séance de 18 h.

Mots et Musiques et Radio Libertaire
présentent
PIERRE LOUKI
Lundi 14 novembre - 20 h 30
théâtre Clavel
3, rue Clavel (M° Pyrénées)
75019 Paris
Entrée : 80 et 100 F
Réservations : 43.84.70.04

Scandales et affaires...

(suite de la « une »)

Rappelons le scandale de Panama qui éclaboussa, entre 1889 et 1893, des parlementaires comme Clemenceau ainsi que des ministres comme Rouvier. La compagnie de Panama, afin de masquer ses difficultés, arrosa copieusement un certain nombre de députés (104) en leur fournissant des pots-de-vin. Les députés furent appelés les « 104 chéquards ».

Toujours sous la III^e République, vers la fin de 1933, éclatait le scandale du Crédit municipal de Bayonne. A son origine, Alexandre Stavisky, qui allait se « suicider ». Là encore, les milieux de la politique et de la finance se voyaient éclaboussés, quand, dans le même temps, de nombreux petits rentiers étaient ruinés.

Plus près de nous, il y a une vingtaine d'années, souvenez-vous des interpénétrations qui existaient entre un SAC (1) omniprésent et des milieux politiques et financiers prêts à toutes les aventures. M. Foccard, grand gaulliste devant l'éternel, n'avait-il pas organisé des réseaux pour le moins peu recommandables ?

Les escroqueries, le trafic de fausse monnaie, les sociétés fictives, voilà ce qui remplissait la chronique politico-judiciaire de l'époque ! Affaire des chalutiers mauritaniens, affaire du fichier de l'ORTF, affaire des abattoirs de la Villette... Puis l'affaire de la Caisse régionale de l'industrie et du bâtiment, l'affaire des vedettes de Cherbourg, le scandale du Comité pour l'aménagement et le développement de l'île de Ré (CADIR), le scandale de l'habitat coopératif... Ajoutons le scandale de l'Omnium SODIC, celui des groupes Garantie Foncière et Patrimoine Foncier (2).

Un peu plus tard, sous l'ère giscardienne, souvenez-vous des avions renifleurs. Plus tard encore, la faillite frauduleuse des joailliers Chaumet ne fit-elle pas apparaître le nom d'Albin Chalandon, ci-devant ministre de la « Justice » (1986-1988) ?

Des socialistes prirent le relais. Boucheron, le plus connu, et d'autres se virent éclaboussés par des scandales financiers divers. Notamment celui mettant en cause la SORMAE-SAE et la pratique des fausses factures. Henri Nallet, ministre de la Justice (1990-1992) lui aussi, vit son nom apparaître dans cette affaire, au lendemain de sa nomination.

Encore plus près de nous, Pierre Méhaignerie, actuel ministre de la « Justice », voit son nom apparaître dans une affaire de corruption touchant un marché public passé en 1987 entre l'Etat et la société Quillery, pour la construction d'un pont nantais, alors qu'il était ministre de l'Équipement (3).

Avec Jacques Médecin, Maurice Arreckx, Alain Carignon, Gérard Longuet, Alain Madelin, François Létard... la machine s'emballe.

Michel Noir (gaulliste) à Lyon, Alain Danet (socialiste) maire d'Ellancourt, M. Mathieu (commu-

niste) conseillère de Fos-sur-Mer, A. Journet (socialiste) président du Conseil général du Gard viennent compléter ce panorama non exhaustif des malversations politico-financières en tout genre (4).

Rappelons aussi, pour celles et ceux qui l'auraient oublié, que la succession d'un héritier de la famille des cimenteries Lambert fut l'occasion d'un enrichissement aussi « inattendu » qu'insusperé du président du Front national, Jean-Marie Le Pen, et qui appela certaines remarques acerbes d'un ex-ami de Jean-Marie Le Pen, le docteur Demarquet.

Mais d'où viennent les scandales ? — Les scandales, comme nous avons pu le constater, ne sont nullement des phénomènes limités dans le temps. Ils ne le sont pas plus dans l'espace, et viennent éclabousser des personnalités politiques des cinq continents.

Les démissions de proches de Bill Clinton, impliqués dans des affaires, l'affaire Milton en Grande-Bretagne, l'affaire Rosa en Espagne, les démissions de ministres anglais ou allemands à la suite de leur implication dans des affaires douteuses témoignent, si besoin en était, de cette mondialisation de l'affairisme politico-financier.

En Italie, en Grèce, au Japon... partout, des dirigeants politiques se trouvent compromis dans des affaires et des scandales financiers (5). La tentation mafieuse n'est pas limitée aux seuls pays occidentaux. Les anciens Etats de l'Union Soviétique, Russie en tête, se trouvent gangrenés par une corruption généralisée. Là, c'est la confusion totale entre le politique et l'économique qui génère le mal et crée le système mafieux. Pour ce dernier cas, il est nécessaire de signaler que plusieurs scandales éclatèrent sous Brejnev, notamment

La politique est amorphe

celui de l'OVIR (Bureau de l'émigration), dont le président faisait payer en devises les visas pour les Juifs. Plusieurs centaines d'officiels du Parti y furent inquiétés (6).

Récemment, le chef de la police polonaise, Zenon Smolarek, accusé par les médias de collusion avec les milieux mafieux, a démissionné de son poste, en mars 1994. Il vient de reprendre du service au même poste, à la demande du chef du gouvernement, Waldemar Pawlak, car « le ministre de la Justice n'a, pour l'heure, abouti à aucune conclusion confirmant sa culpabilité » (7).

Quels que soient les lieux et les latitudes, les scandales politico-financiers témoignent d'une universalisation des problèmes de corruption.

Le modèle de l'affairisme politique n'échappe pas à la logique des autres « modèles socio-culturels ». Il s'est exporté dans les autres pays de la même manière. Il a gangrené les anciens pays colonisés et, mainte-

nant, il règne sans partage sur toute la surface du globe.

Est-ce le fait des hommes ou celui des structures ? — Les faiblesses de certaines personnalités et leurs travers particuliers, notamment l'appât du gain, expliquent pour une part seulement la genèse de la plupart des affaires.

Si tous les milieux socio-professionnels peuvent être touchés par les affaires et les scandales, certaines professions (ou milieux) sont toutefois de faibles pourvoyeurs de scandales.

Les milieux de la politique et de la finance, en revanche, pour approcher de très près les affaires d'argent et celles de pouvoir, se trouvent directement et intimement liées à la logique qui s'en dégage : l'argent facile, les honneurs qui s'y attachent, la belle vie à peu de frais et peu d'efforts...

Inutile, donc, de vouloir moraliser la vie politique, dès lors qu'il apparaît que c'est la politique (8), elle-même, qui est amorphe. En effet, même dans le cas tout à fait improbable où il n'y aurait plus aucune affaire de corruption, il y aurait toujours des gens très riches d'une part et des gens très pauvres d'autre part. Le voilà, l'amoralisme !

Tous les appels hypocrites à plus de morale et les larmes de crocodile des nantis et de leurs satellites sur le dos des exclus, des SDF et sur la misère du monde représentent l'amoralité originelle.

Les malversations de ministres ou de politiciens, de gauche, de droite, du centre, de l'extrême gauche ou de l'extrême droite, ne sont ni plus banales ni pires que les malversations opérées par d'autres individus. Ce qui est pire, en revanche, c'est ce système politique qui génère des inégalités sociales, économiques... et qui valide la malversation suprême, l'hyper-scandale : diviser les individus selon des hiérarchies sociales et économiques, jusqu'à fabriquer des « sous-hommes ».

Le vol légal de l'Etat, le vol légal des systèmes bancaires et le vol légal des détenteurs de richesses (richesses qui se transmettent *ad vitam æternam* de manière héréditaire), voilà la véritable affaire à l'origine de toutes les affaires.

Que faire face aux affaires ? — Face aux affaires en cascade, deux attitudes doivent être repoussées d'emblée. Tout d'abord, celle qui consiste à crier « Tous pourris », au risque de mêler nos voix avec celles, mal intentionnées, d'hommes politiques désireux de profiter de l'aubaine en dénonçant, de manière toute conjoncturelle et toute démagogique, les seules affaires dans lesquelles ils ne trempent pas, ou tout simplement où ils ne se trouvent pas impliqués. Le Pen et de Villiers (d'autres encore) peuvent se reconnaître dans cette catégorie.

Il faut aussi rejeter l'attitude qui consiste à se taire, à ne rien dire afin de ne pas « hurler avec les loups précités et ne pas affaiblir la « démocratie » qui, malgré toutes les tares

qu'elle véhicule, reste, pour certains, parée de toutes les vertus... ».

Comme nous l'avons écrit précédemment, le monde politique, dans son ensemble, est générateur d'inégalités économiques, sociales, de hiérarchies et d'exclusions. Le monde politique ne peut se prévaloir, de ce fait, d'aucune morale de comportement, encore moins d'une quelconque éthique. Aussi, les gesticulations des Le Pen, de Villiers et autres parangons des valeurs nationalistes et traditionalistes ne peuvent tromper personne. Leur propre réussite sociale et les milieux dans lesquels ils

Aucun pouvoir selon l'éthique libertaire

évoluent les éloignent définitivement des « petites gens », dont ils voudraient se prévaloir ou, pire, qu'ils voudraient représenter.

Tous pourris, peut-être ? Ce n'est en tout cas pas notre propos ! En revanche, tout pourri se trouve être le monde politique et le système d'exploitation qu'il nous impose. Taire cette réalité, voilà le véritable crime contre la démocratie directe, la seule qui vaille la peine que nous nous battions pour elle.

Défendre les malfrats de la bourgeoisie, les délinquants en col blanc et le système qui les fabrique n'est pas notre tasse de thé. En revanche, nous ne pouvons accepter aucune leçon de celles et ceux qui ont les moyens de dénoncer les abus du pouvoir, le système d'exploitation et qui se taisent à longueur d'antenne ou d'éditorial tout simplement parce qu'ils désirent continuer à « bouffer » dans la même gamelle que les gens de pouvoir et les exploités.

Sommes-nous surpris par les scandales qui submergent le monde politique français ? Assurément non ! Tout juste sommes-nous étonnés par l'accumulation des affaires. Accumulation qui présage d'une nouvelle attitude de l'institution judiciaire. A l'image de son homologue italienne, la justice hexagonale, par le biais des affaires qu'elle traite, monnaie son positionnement en tant que pouvoir autonome, sinon indépendant.

Les pouvoirs (économique, politique, médiatique) doivent s'habituer dès aujourd'hui à partager avec un quatrième pouvoir.

Pour la grande majorité des citoyens hexagonaux qui, comme nous, subissent quotidiennement les effets de l'exclusion ou de la misère économique, sociale, culturelle et la vie au rabais, le pouvoir est et reste le principal accusé dans la genèse de toutes les affaires et les scandales politico-financiers. Principal accusé qui bénéficie pourtant d'une totale mansuétude. Il ne sera jamais mis au ban d'infamie par les différents lieux de pouvoir, y compris celui des médias.

Les anarchistes, pour leur part, continueront à dénoncer, comme par le passé, ce qui fonde l'injustice : la domination de l'homme par l'homme, l'exploitation qui s'y rattache, la

division de la société en classes et la constitution de hiérarchies économiques, sociales et autres.

Aucun risque que nous rencontrions sur le chemin, des hommes politiques véreux et même les non véreux, pas plus que les juges qui lavent plus blanc ni les pitres comme Le Pen et de Villiers qui se foutent bien de la misère du monde dès lors qu'elle ne se traduit pas en bulletins de vote, bulletins de haine pour des urnes de pouvoir. Leur pouvoir, bien entendu !

Alors, un dernier mot. Avec les anarchistes, il est temps de crier haut et fort : nous en avons marre de votre cirque politique, de vos discours et de vos promesses illusoire. Nous en avons marre de votre pouvoir. Vous ne représentez que vous !

Votre « morale » (libérale, religieuse, laïque, réformatrice... au choix) n'est que la morale de profiteurs, car elle est la morale du profit.

Peu vous importe en effet que des millions d'individus crèvent à petit feu, pourvu que vous réussissiez votre vie. Nous chasserons vos certitudes. Nous vous balayerons en même temps que nous ferons disparaître tous les mécanismes des affaires et l'affairisme lui-même.

Demain, après-demain... Dans le futur assurément nous y parviendrons !

L'éthique libertaire, intacte et debout, reste solide face à vos turpitudes et à votre pouvoir, car elle ne se satisfait d'aucun pouvoir ! ♦

EDI NOBRAS

(1) Service d'action civique dans lequel officiaient Foccard, Frey, Bozzi, Ponchardier, Comiti, Sanguinetti et Pasqua.

(2) Patrice Chairoff, *Dossier B... comme Barbouzes*, Alain Moreau éditeur, Paris, 1975. Voir aussi Philippe Madelin, *Dossier I comme immobilier*, Alain Moreau éditeur, Paris 1974 ; Christian De Brie, Pierre Charpentier, *Dossier F... comme fraude fiscale*, Alain Moreau éditeur, Paris, 1975 ; *Le Crapouillot*, 1972, « Les scandales de la V^e République ».

(3), (4) et (7) *Libération* du 24 octobre 1994.

(5) Gonzalez-Mata, *Les vrais maîtres du monde*, Grasset, Paris, 1979.

(6) Nicolas Werth, « URSS : les mécanismes de la corruption », p. 46 à 51, in *L'Histoire* n° 149, novembre 1991.

(8) Il s'agit de la « politique » parlementaire et bourgeoise.

SOMMAIRE

- Page 1 : La France face à la « pax americana » (suite p. 4), Scandales et affaires... (suite p. 8).
- Page 2 : Humains et idées sans patrie.
- Page 3 : Changement de mains... changement de vain I, Rendez-vous FA, BD anarchiste.
- Page 4 : La France face à la « pax americana » (suite de la « une »), Campagne contre le sommet franco-africain (communiqué OCL).
- Page 5 : Les retraites ? Mieux vaut les hôtels de luxe ! Agenda international, Clinton honore les nazis morts pendant la guerre.
- Page 6 : Portons plainte contre les empoisonneurs ! (billet d'humeur), Dossier « foulard islamique », Associations.
- Page 7 : Yves Gibeau a fini sa guerre, Ciné sélection : « Les mots perdus » (suite du ML n° 972).
- Page 8 : Scandales et affaires... (suite de la « une »).